L'archive et la quête d'histoire

Fouad SOUFI*

Commençons par une interrogation : pourquoi ne pas avoir choisi de traiter de *l'histoire et la quête d'archives* ? Cette approche aurait, au moins, le mérite de la cohérence puisque l'histoire s'écrit avec des archives. Il suffit, dit-on, pour écrire une page d'histoire (à défaut d'en être l'acteur) de se rendre au service d'archives du coin et, comme l'écrivait alors Lucien Febvre, de ramasser des paniers de faits consignés dans des archives. C'est ce qu'ont essayé de faire ceux qui ont plongé dans les archives de la Stasi[1].

C'est un peu ce qu'avait fait en son temps et à sa manière, Yahia Ibn Khaldoun, qui en bon annaliste, nous a laissé une moisson de faits : Abou Hamou Moussa II est rentré, il est sorti, il a fait la guerre, il a fait la fête... Et c'est peut-être ce qui a poussé Abderrahmane Ibn Khaldoun, en bon analyste, à se poser quelques questions sur l'histoire.

L'histoire se fait, certes, avec des archives, mais les archives font-elles l'histoire ? Il faut se souvenir que nous avons assisté ces dernières décennies non seulement à une «révolution archivistique» (M. Duchein), mais, et concomitamment, à un renouvellement des rapports de l'historien à l'archive. Ces deux phénomènes ont pour assises le bouleversement de la relation de l'historien à sa discipline, le statut de l'histoire dans la société aujourd'hui mais également une redéfinition de l'archive et de son propre statut dans cette même société.

---

* Conservateur en chef aux Archives nationales, Oran/chercheur CRASC.

1 François, Etienne.-Les «trésors » de la Stasi ou le mirage des archives.- in *Passés recomposés. Champs et chantiers de l'histoire*.- *Autrement*, n° 136.- 1995. Toutes les références citées dans le texte sont renvoyées en fin d'article, dans la bibliographie

La «révolution archivistique» se traduit, d'abord et sur le terrain, par le développement exponentiel des masses d'archives produites par l'administration notamment. Mais, elle exige de l'archiviste un repositionnement, une révision dynamique de son métier et de ses rapports avec son environnement. Cette refondation de l'archivistique est nécessaire pour réussir à opérer, dans cette masse sans cesse croissante, les travaux de tri, d'élimination et de classement qui soient les moins mutilants pour cette production et les moins frustrants pour les historiens de demain. Ces travaux posent au moins un problème de fond à l'archiviste : ne participe-t-il pas, ainsi, consciemment ou non, à la *fabrication de références* ? Cette posture est, au mieux, une gêne et, au pire, une imposture. L'archiviste, fonctionnaire administratif, est pratiquement seul à décider du sort des matériaux qui doivent servir l'historien. Or, dans sa position actuelle de repli et d'enfermement dans des liens quasi exclusifs avec l'administration, confiné, de par les textes, dans des actes de gestion purement bureaucratique de la production de l'administration, l'archiviste n'est pas toujours attentif au développement de la recherche historique. Il en est même éloigné. La difficulté – pour lui – est de concevoir les instruments qui permettent de renouer les contacts avec les historiens et de rééquilibrer, certes de façon institutionnelle, ses rapports avec le monde qui l'entoure, avec sa clientèle. Mais la décision ne lui revient qu'en petite partie [2].

2 Ces réflexions sont inspirées, en premier lieu, par la situation que vivent les archivistes en Algérie, aujourd'hui. Si les Archives nationales essaient d'entretenir des rapports équilibrés tant avec l'administration qu'avec les historiens, les archives des wilayas (qui conservent les fonds historiques quantativement les plus importants) sont gérées par des services qui n'ont que des attributions administratives. Pourtant, les réactions de Vital Chomel et d'Odile Krakovitch face à *Faire de l'histoire* (ouvrage collectif dirigé et publié en 1974 par Jacques Le Goff et Pierre Nora) et celle de cette dernière face aux *Lieux de mémoire* (de Pierre Nora) montrent qu'à deux échelles différentes – celle de l'expérience et de la tradition archivistique et, bien entendu, celle de l'histoire –, les problèmes de fond paraissent semblables. Ce sont des problèmes d'identité. Que sommes-nous : administratifs ou historiens ? Les deux à la fois ? Ni l'un ni l'autre, propose Bruno Delmas. La seule différence – mais elle est de taille – est que si en France le débat n'est pas clos (O. Krakovitch), en Algérie, le débat n'est toujours pas ouvert !

L'élargissement du champ de la recherche historique à tous les domaines de la vie politique, économique, sociale et culturelle fait que le rapport à l'archive, que l'historien a pu entretenir jusqu'à présent, a évolué. Cette évolution n'est ni admise, ni comprise par beaucoup d'historiens, loin s'en faut, et particulièrement en Algérie.

S'il n'y a pas d'histoire sans archives, il n'y a pas non plus d'archives sans question. Il n'y a pas d'histoire sans hypothèses : «C'est la question de l'historien qui érige les traces du passé en source.» (A. Prost). De plus, le rapport de réciprocité qui existe entre archives et question, qui veut qu'après avoir posé une question il faut savoir retrouver les archives, a progressé. Le même document d'archives peut répondre à plusieurs questions (O. Guyotjeannin). Le primat de la question sur l'archive a deux conséquences : il n'y a pas de lecture définitive d'une archive, et le questionnement se renouvelle sans cesse. Mais, d'un autre côté, comment l'archiviste «peut-il savoir aujourd'hui quels documents serviront demain aux historiens pour répondre à des questions encore inconnues» ?

Dans le fond et dans ses rapports avec sa discipline, l'historien apprend que l'on n'a jamais fini d'écrire l'histoire. Mais considérer que l'histoire est une sorte *de rapport d'étape, un moment du progrès de la connaissance*, voilà bien ce qui chez nous est considéré comme une hérésie méthodologique. On est loin de concevoir que «le goût de l'archive... est une errance et une conviction qu'on écrit l'histoire pour produire de l'échange entre les vivants» (A. Farge).

Le statut de l'histoire en Algérie aujourd'hui tient à sa mobilisation (sa convocation) dans la construction de la mémoire nationale et locale. L'histoire ne produit pas de l'échange entre les vivants mais sert à imposer un rapport de force entre eux. Elle n'est plus un savoir scientifique, elle est ramenée à la mémoire. L'histoire n'est plus une connaissance universellement admise et reconnue, elle se confond avec le mythe et la mémoire.

On sait que les Grecs de l'Antiquité n'ont jamais vraiment cru en leurs mythes. Croyons-nous en ceux que l'on nous sert ? Le ministère des Moudjahidines s'est érigé, par glissements progressifs, en un sorte de ministère de la vérité historique pour la période 1954-1962, voire au-delà. C'est bien là une illustration du

rapport que l'État (le pouvoir ?) cherche à entretenir avec l'histoire. Cette proximité, à la limite de la caricature et de la farce par rapport à ce qui se passe par ailleurs et que seule la science économique lui partage (lui dispute ?), montre d'abord que le pouvoir n'a besoin ni de la géographie ni de la sociologie : «C'est l'histoire qui nous jugera, nous», «Je veux que mes propos soient enregistrés comme étant l'histoire», nous dit-il en substance. Surtout, cette proximité atteste que la quête d'histoire, en Algérie, ne s'embarrasse pas d'archives. Elle se perd dans la quête de l'identité et en oublie *le goût de l'archive*.

De cette proximité naît la période noble par excellence de notre histoire : la guerre de libération nationale (1954-1962). Dans la pratique se développe l'histoire au service de la commémoration, qui est tout sauf l'histoire de la fête. Au fur et à mesure, de colloque en colloque, naît une histoire fragmentée, que chaque région, chaque ville, chaque village, a la prétention d'écrire. Ce qui compte, ce n'est pas vraiment l'histoire, c'est le héros, c'est la bataille, qui justifient le rôle que la région, la ville ou le village a joué durant la guerre de libération nationale. Le village des Aghribs s'insurge contre l'oubli de Mourad Didouche, mais n'est-ce pas le village qui se rappelle au monde ?

Ces pratiques, cette façon particulière dont est conçue l'histoire, se sont installées progressivement dans le discours tant des politiques que des historiens universitaires[3]. Elle montre combien la pratique de l'histoire est introduite dans les rapports politiques et sociaux en tant que mécanisme d'identification, de défense et de légitimation.

Globalement peuvent être dégagées deux voies : avant 1988, et après 1988. Avant 1988, la norme avait été arrêtée d'abord par Houari Boumediene dans ses différents discours antérieurs à 1973 et au tournant tenté après le lancement de la révolution agraire. La création d'un service chargé de l'écriture de l'histoire au niveau du ministère des Moudjahidines en 1976 (auxquels est supprimé le qualificatif «anciens») puis le texte de la seconde Charte natio-

3 Celui qui fait au peuple de fausses légendes révolutionnaires (...) est aussi criminel que le géographe qui dressserait des cartes menteuses pour les navigateurs ", avait écrit Pierre Lissagaray dans son *Histoire de la Commune*.

nale de 1986 fixent désormais et avec la bénédiction des historiens universitaires (et/ou leur silence) *ce qui doit être dit*. La tenue du colloque sur le retentissement de la révolution en 1984, la polémique qui avait opposé Mahfoud Kaddache à Mouloud Kassim en 1986, la promesse, non tenue, d'organiser un colloque sur le PPA à Alger en 1987, montrent que des espaces de résistance ont existé. Dans tous ces débats et dans ceux qui n'eurent pas lieu, l'archive ne joue aucun rôle. Et pour cause, la période la plus noble, celle qui est communiquée au public, par presse écrite et télévisée, par pièces de théâtre, opérettes, par poèmes et chants et par films ne fait pas appel à l'archive, interdite d'accès [4]. Mais elle n'en mobilise pas moins les historiens universitaires. Le bénéfice, tant intellectuel que moral (avec quelques aspects financiers, ne soyons pas naïfs), est immédiat. Il s'agit de déterminer qui en fut, qui n'en fut pas et qui n'en sera jamais ; quelle région a bien mérité du pays ? L'historien se fait juge – mais pas expert – Et l'histoire sert à justifier le pouvoir, elle le légitime et surtout elle établit les contours des relations politiques actuelles.

Comme l'immense majorité des nouveaux amateurs d'histoire depuis 1988 ignore tout des règles et de la spécificité de la connaissance historique, elle est poussée par le désir de trouver des vérités simples et définitives. Et les jeunes historiens de chercher des réponses simples et définitives même à des questions réputées complexes. Et le meilleur moyen est de ne pas se poser de question !

Face à de telles perspectives, les *nouveaux problèmes*, les *nouvelles approches*, les *nouveaux objets* (Jacques Le Goff et Pierre Nora) qui préoccupent et divisent la communauté historienne de par le monde, sont considérées comme vaine agitation. Les propositions de l'école des Annales [5] ne peuvent séduire nos histo-

4 Il est vrai qu'il faut nuancer : les films documentaires sur la guerre sont des films d'archives où le montage est primordial. Il est vrai aussi que des séquences du film de Gillo Pontecorvo *la Bataille d'Alger* sont présentées comme archives filmées.

5 Il n'y a pas lieu ici d'entrer dans le débat sur la crise de l'histoire déclenchée depuis la remise en cause des paradigmes braudéliens (cf. François Dosse et Gérard Noiriel. On pourra lire également l'interview de Jacques Revel in *l'Histoire*, n° 192, octobre 1995).

riens.

Les *Annales* se sont constituées contre l'histoire institutionnelle dans laquelle la grande majorité des nos historiens fonctionnent ; les *Annales* ont violemment réagi contre l'histoire événementielle qui a précisément pour objet de légitimer les héros, et c'est dans cette histoire que s'inscrit cette grande majorité de nos historiens universitaires ou non. Aussi, restent-ils (volontairement ou pas) étrangers aux préoccupations des *Annales* et en fait de tous les débats qui mobilisent la communauté historienne internationale.

De plus, nos historiens sont, quelque part, convaincus qu'ils sont dans la nécessité d'accomplir un devoir social et qu'ils ont à défendre les intérêts du pays (Youri Bessrmerty). Plus rien n'empêche un médiéviste et un ottomaniste de travailler sur cette *noble période* (1954-1962, s'entend) après avoir consacré l'essentiel de leur recherche à leur période respective. Mais plus grave (?) la partialité, les préjugés sont considérés comme l'expression naturelle de la conscience nationaliste de l'historien.

La conséquence est qu'un barrage est dressé devant toute réflexion méthodologique qui ouvrirait l'histoire aux autres sociales. Et ce barrage n'a d'égal que le traitement réservé aux fonds d'archives. On ne les consulte plus.

Fait tout aussi grave (?)[6], L'accumulation des connaissances historiques et la filiation entre les générations d'historiens n'agissent plus comme facteurs de construction d'une histoire qui se veut nationale. Chacun refait alors l'expérience de son prédécesseur, personne n'accepte le caractère relatif de notre connaissance du passé. Enfin, il n'est pas question d'importer concepts et méthodes des disciplines voisines, les sciences sociales. Concepts et méthodes forgés - circonstance aggravante (!) - à l'étranger

Les acquis de l'histoire, de par le monde, sont ignorés. L'ouvrage de Robert Castel ne serait-il pas étranger à nos préoccupations, non seulement par son objet mais surtout par sa méthode ? Inscrire le passé dans le présent, s'appuyer sur la longue durée, montrer que depuis 1350, on est passé de la tutelle des

6 Ne faudrait-il pas se demander pour qui et par rapport à quoi ces faits sont-ils aussi graves ?

pauvres à celle à l'ère du contrat salarié n'est pas seulement le résultat d'une longue fréquentation d'archives. C'est le produit d'une réflexion sur le présent qui conduit à interroger le passé parce que rien n'est inéluctable. C'est faire la relation méthodologique entre différentes disciplines que notre pratique universitaire – tant scientifique qu'administrative – a impérativement séparées. Il n'existe pas de lieu de rencontre entre historiens et sociologues. Le mur qui sépare les disciplines est toujours aussi haut qui réduit singulièrement la vision de l'horizon scientifique.

C'est la quête d'identité qui convoque, alors, l'histoire. Ainsi s'explique les modalités de ce qu'il faut bien appeler la crise de l'histoire chez nous. Crise non pas de méthode, mais de confiance, parce que la pratique historienne est trop directement, trop facilement et sans complexe, liée à l'idéologie et à la politique. La croyance est forte qui veut que l'histoire a longtemps été falsifiée. Mais il est rarement rappelé qu'il s'agit là d'une vieille tradition historiographique. Cette accusation est portée par chaque génération contre la précédente. Notre histoire ne serait-elle pas plutôt une histoire mutilée. Une histoire globale est, alors, rendue impossible. Mais surtout est rendue impossible l'ouverture de nouveaux champs de recherche historique ; sont rendus inutiles toute relecture, tout travail de l'archive.

Opération historique/besoin d'archives

L'élargissement du champ de l'histoire entraîne nécessairement l'élargissement du champ de l'archivistique. Tout est histoire, tout est susceptible d'une prise en charge par l'histoire. Dès lors, tout est archivé. Tout ce qui supporte une information est susceptible d'un traitement archivistique ; la nature, le support, la date importent peu. La boulimie du nouvel historien entraîne celle de l'archiviste. Le renouvellement des questions des historiens a une conséquence directe sur le travail de l'archiviste. La quête d'histoire oblige à un nouveau positionnement de l'archive.

Mais ce concert d'affirmations n'a de réalité concrète que dans le cas précisément du renouvellement des méthodes de l'historien et dans le cadre de l'ouverture de ces nouveaux champs de recherche. La constitution et la vie des fonds d'archives restent tributaires de la construction de préoccupations historiques nouvelles. Des préoccupations qui dépassent l'histoire des batailles et

l'histoire événementielle telles que produites par l'histoire positiviste, telles que combattues par l'école des Annales et les autres courants.

Ces nouveaux champs sont, entre autres, *la mort, la maladie et la santé, la peur, la fête, l'alimentation, la consommation et le goût,* mais aussi *l'événement, la culture, le fait-divers* et même *la couleur des yeux des conscrits.* Mais ne s'inscrivent-ils pas dans cette *histoire froide ?*

Philippe Ariès et Michel Vovelle, entre autres et en France, ont eu à renouveler l'histoire des mentalités en ouvrant des recherches sur les attitudes face à la mort. *L'histoire de la mort* appartient au domaine de l'approche des attitudes collectives. Philippe Ariès s'était interrogé sur la place de l'importance de la visite des cimetières, sur la piété pour les morts, sur la vénération des tombeaux. Quelle est l'origine de ces pratiques ? Le rapport à la mort s'est construit depuis le Moyen Âge et l'on est passé de *la mort apprivoisée* à *la mort refoulée*. L'indifférence médiévale face à la mort est de moins en moins tolérée. Une nouvelle sensibilité est instaurée dès le XVIII e siècle. La meilleure source, mais pas la seule, devient le *testament* pour approcher l'attitude ancienne. L'historien se tourne vers d'autres sources littéraires, archéologiques et liturgiques. Les pierres tombales, ces musées de pierres de la biographie nous renseignent grâce aux épitaphes sur ces liens qu'établissent les vivants avec leurs morts et la place que ceux-ci conservent.

Michel Vovelle, avec les testaments, a fait une analyse quantitative à partir de séries documentaires et inscrit l'histoire de la mort dans la longue durée.

Posée en ces termes, cette opération historique est pratiquement impossible chez nous. La littérature juridique, pourtant très attentive à tous les changements de propriété donc de succession, ne me parait pas répondre à de telles investigations. On saura comprendre le mouvement mise des biens sous la protection des Habous, mais il est difficile d'en distinguer la volonté de la soustraire à l'État de celle de faire action pieuse et en tirer bénéfice pour l'Au-delà. Par contre la pratique de la mort cachée du souve-

rain est fréquente : Ibn Toumert et Soulaymane al-Kanouni [7] en sont au moins deux exemples. La décapitation est le châtiment suprême et la clémence, la grâce ou la réconciliation passent souvent par la reconstitution du corps mutilé[8]. La mort atroce du bey Mohamed er-Rekik, dit Boukabous, écorché vif et suspendu à des crochets en 1812, reste à rapprocher de l'outrage fait au cadavre de Mme de Lamballe en septembre 1792 que Michelet rapporte. Mort et violence vont ensemble dans notre histoire[9].

La *maladie* règne et entre autres, *la peste*, celle que l'on nomme malgré tout contrairement aux réactions européennes (souvenons-nous de la fable de La Fontaine[10]). C'est la maladie qui vient régulièrement de l'Est, au retour des pèlerins de La Mecque. Et c'est peut-être pour cela qu'aucun historien ne s'est penché sur l'attitude des sultans et des populations face à ce fléau. Ce fléau de Dieu comme les autres maux attendent leurs historiens[11]. Il ne s'agit non plus seulement d'établir la chronologie de sa permanence mais de comprendre les réactions de défense, tant celles arrêtées par les pouvoirs que celles créées par la société. L'affrontement des univers culturels face à la maladie et surtout face à la médicalisation – donc face à ce processus complexe que sont les liens entre malades et médecins – est décrit par Yvonne Turin[12]. Or et jusqu'à présent, le traitement historique (ethnographique serait plus exact) de la maladie a toujours été

7 Gilles, Veinstein.- (sous la direction de*).-les Ottomans et la mort. Permanences et mutations*, E.J. Brill, Leyde.-1997.

8 Ibn Khaldun, dans son *Kitab al 'ibar*, donne de nombreux exemples.

9 Aroudj occupa Alger en assassinant Sélim Toumi. La conquête coloniale française de l'Algérie s'est accompagnée de pratiques inqualifiables – même pour l'époque –, telles que le tranchage des seins de femmes pour servir de blagues à tabac, celui de la tête de Bou Baghla transférée et conservée au Muséeum d'histoire naturelle, à Paris...

10 Un mal qui répand la terreur (...), la peste, puisqu'il faut l'appeler par son nom " (*les Animaux malades de la peste*).

11 Sublet, Jacqueline.-*la Peste prise aux rets de la jurisprudence. Le traité d'Ibn Hadjar al-Askalani sur la peste*.-Studia islamica, 1971.-p.p. 141-150 et Jean-Noël Biraben, Jean-Noël.-La peste noire en terre d'Islam.- *l'Histoire*, n° 11.-1979.

12 Yvonne, Yvonne Turin.- *Affrontements culturels dans l'Algérie coloniale. Ecoles, médecines, religions. 1830-1888.*- Paris, Maspero.-1971.

mise en rapport avec la magie et la sorcellerie. Tout se passe comme si remède de bonne femme et talisman des *tolbas* constituaient les fondements des pratiques de santé avant (et même après) 1830. Mais face à la peste, face à la contagion, la thérapeutique spécifique est mal connue. On relève qu'au début du XIXe siècle, la quarantaine était considérée comme une forme de tyrannie par le sultan du Maroc et que l'on utilisait fortement l'huile d'olive. La question serait alors d'analyser les processus de transmission du savoir médical construit des siècles durant. Si rupture (dans les pratiques médicales et médicamenteuses) il y a eu, quelles formes a-t-elle prise et à quel moment peut-on la situer ? Sans oublier que l'historien est aussi à la recherche des permanences. Mais dans l'ensemble notre historiographie nationale, non seulement, n'a pas suivi les pistes nouvelles et prometteuses ouvertes par Yvonne Turin mais reste encore indifférente aux travaux initiés par Olivier Faure. On conçoit mieux ainsi que si un seul répertoire a été élaboré sur les archives de la Santé du Gouvernement Général[13], aucun instrument de recherche sur la série V des archives de wilayas et relatifs à l'*assistance et à l'hygiène* (c'est-à-dire à la santé) n'ait été rédigé.

La mort, la maladie, *la peur* est tout autant un nouveau champ de recherche. Jean Delumeau montre, à partir des chroniques, comment en Occident (XIVe-XVIIIe siècle), «*l'exaltation de l'héroïsme est trompeuse. Le discours apologétique, laisse dans l'ombre un large champ de la réalité...*» Et cette réalité c'est la peur. Peur des ténèbres d'abord, peur de Satan et de ses agents que sont autant les idolâtres que les musulmans, les juifs et la femme. Peur des sorcières. Mais dans le fond la peur trouve son origine dans le fonctionnement même de la cité en Occident c'est une cité assiégée. Aussi, écrit Delumeau, lorsque au milieu du XVIIe siècle, Satan est progressivement maîtrisé, «*rien d'étonnant par conséquent si crainte du jugement dernier et des Turcs, procès en sorcellerie, guerres de religions, antijudaïsme s'exténuèrent en même temps dans la seconde moitié du XVIIe*

13 Benaïssa, Saléha.-*Répertoire numérique des Archives de la santé (Gouvernement général de l'Algérie).*-Alger,mémoire de diplôme supérieur des bibliothèques.

siècle. Il y avait eu erreur partielle de diagnostic et la peur avait été plus grande que la menace... Une chrétienté qui s'était crue assiégée démobilisait.»

Mais sur l'autre rive de la Méditerranée, que ce soit au XVIe ou au XIXe siècle, les mêmes causes produisent les mêmes effets. Musulmans et Juifs fuient à l'approche du Chrétien. Le Français fait moins peur que l'Espagnol mais la première réaction a été identique, à trois siècles de distance. Que dire de ce mélange de peur et de haine que parait inspirer le *Turc* à ceux qui comme Salah el Antari ont rédigé des histoires de leur ville ? Lesquelles histoires ont servi par la suite à construire une image négative des XVIe-XIX^{e}siècle et fournir moult argument aux thuriféraires de la colonisation française *?* Or ce *Turc* que l'on vient combattre à Alger a depuis le XVIe siècle une mauvaise réputation en Occident. Lucette Valensi nous dit qu'au XVIe siècle, il y a déjà 3500 publications qui ont forgé l'image du Turc en Occident. La *Judith triomphante* de Vivaldi (1716) célèbre la victoire de Venise – Judith sur Holopherne – Turc, la liberté contre le tyran et Lucette Valensi de montrer que *l'Empire ottoman n'a pas le monopole de la forme absolue ou tyrannique de gouvernement... La tyrannie s'incarne hic et nunc dans l'horizon de la 2ème moitié du XVIe et au XVIIe siècles.*

La fête est également une des formes de l'expression d'une société et Mona Ozouf démonte à partir de «la fête révolutionnaire» le rôle et le fonctionnement plus que la pratique festive. Trois questions fondamentales sont posées :

1- Quels rapports entretiennent dans la fête (révolutionnaire) l'unanimité et l'exclusion ? Le peuple tout entier communie-t-il dans cette fête ?

2- L'histoire politique est-elle capable de rendre compte de la fête ?

3- Quelle place la fête réserve-t-elle à la violence ?

Les propositions et suggestions de Mona Ozouf nous aident à relire nos chroniqueurs et à les solliciter autrement. Yahia Ibn Khaldoun, notre infatigable annaliste lié à Abou Hamou Moussa II, nous apprend que la grande fête à Tlemcen au XIVe siècle est le *mawlid en nabaoui*, la fête commémorant la naissance du Prophète. Sept jours de festivités dont le *sbou`* de Timimoun est le dernier avatar quand on sait (le sait-on vraiment ?), que petit à petit, ce sont les deux célébrations de la fin du *Ramadan* (*Aïd el-fitr* ou *Aïd es-seghir)* et du pèlerinage (*Aïd el-adha* ou *Aïd el-kebir*) qui, aux XVIe et XVIIe siècles, vont s'imposer définiti-

vement comme *les* grandes fêtes. D'un autre côté sortir la fête populaire dite *ou'ada -la fête des santons locaux*- des préoccupations exclusives des ethnographes et retrouver leur historicité est certainement une tâche exaltante à laquelle nos historiens devraient s'atteler. Le contrôle exercé par l'administration coloniale - avec réduction des tarifs des chemins de fer à la clé- leur interdiction par le F.L.N. durant les années de feu sont des indicateurs de la place qu'occupent ces rassemblements dans la société. Ce sont également des signes des liens de ces fêtes avec l'espace et avec le temps, les domaines de l'histoire ! Et dans ces fêtes règnent le couscous et le méchoui offerts aux pauvres.

L'*alimentation*, la *consommation* et le *goût* ont leur histoire. Ils sont susceptibles d'une prise en charge par l'histoire. Les *Annales* avaient ouvert un dossier, en 1975, sur l'histoire de la consommation et un second en 1983 sur les savoir-faire et les savoir-vivre, sur les pratiques mais aussi sur l'administration des produits essentiels comme le sel et les grains. Le couscous - plat maghrébin par excellence- conquiert sa place dans la seconde édition de l'*Encyclopédie de l'Islam.* Lucette Valensi essaie de montrer, à partir des récits des voyageurs et des archives des impôts, qu'il y a lieu non seulement de comprendre la signification des usages alimentaires mais aussi et surtout de construire l'histoire de la constitution de ces habitudes alimentaires[14].

Si le sucre est encore un luxe au XVIe siècle, en Europe, *le goût sucré* a son histoire, qui n'est pas uniquement liée à la production. L'histoire du goût sucré est celle de la place prééminente qu'il prend peu à peu dans la société occidentale nous explique S. Mintz. Il n'était initialement qu'un goût parmi d'autres. Il va jouer un rôle social en adoucissant *un triste quotidien caractérisé par la dégradation croissante de l'alimentation et par le durcissement des conditions de travail et du temps. Le sucre et le goût sucré sont alors force de progrès...»* Cette sensibilité à de nou-

14 La question de l'alimentation, et plus généralement celle de la consommation, mériterait un plus grand développement. L'histoire des changements des habitudes alimentaires, celle de la transmission et de la permanence de certains plats, en Algérie est un chapitre encore vierge. Maxime Rodinson avait en 1949, dans *la Revue des études islamiques*, présenté des «recherches sur les documents arabes relatifs à la cuisine ".

velles problématiques elle montre les bénéfices que peuvent tirer les historiens qui essaient d'être attentifs aux travaux des ethnologues. Car si «*la première tasse de thé sucré bue par un ouvrier anglais fut un événement historique important*», la prise du café poivré dans certaines de nos régions, (à Sidi Aïssa[15], à Tiaret) et d'une manière générale la place qu'occupent les épices fortes et le goût pimenté peuvent être évalués comme des indicateurs des difficultés d'une alimentation sinon insuffisante du moins déséquilibrée. Le café a la réputation de calmer la faim et le café poivré celle de *réchauffer les entrailles*[16].

Enfin, dans cet inventaire (!) Des ouvertures offertes par la *nouvelle histoire*, le *fait-divers* et l'*événement* prennent une place particulière. Georges Duby s'en explique à propos de son ouvrage sur la bataille de Bouvines[17]. «*Je continue de penser comme Braudel*» écrit-il «que *le simple fait-divers qui n'a rien de singulier et qui se reproduit sans faire de bruit, peut être l'indicateur d'une réalité longue et quelque fois d'une structure et qu'il importe par conséquent de le traquer*». L'étude de cette bataille qui eut lieu un *dimanche* (27 juillet 1214) pose d'abord le problème du sacré et du profane : dimanche est le Jour du Seigneur. La reviviscence du souvenir de cette bataille depuis le début du XIXe siècle mais surtout en 1914, est une réponse en Allemagne qui avait magnifié *en 1913 la bataille de Leipzig... l'Angleterre ne va-t-elle magnifier à son tour Waterloo ? Qu'attend la France ?* En France en juin 1914, *Bouvines assure la durable unité française de 1214 à 1914*. Mais Duby va plus loin : «*Je m'approchai des combattants de Bouvines comme d'une peuplade exotique notant l'étrangeté, la singularité de leurs gestes, de leurs cris, de leurs passions, des mirages qui les éblouissent*».

15 M'hamsadji, Noureddine.-*Usages et rites alimentaires d'une contrée rurale d'Algérie (Aumale-Sidi-Aïssa).*-Annales de l'Institut d'études orientales, tome XIV.-1956.

16 Desmet-Grégoire, Hélène ; Georgeon, François.- (sous la direction de).-*Cafés d'Orient revisités*.- préface de Robert Mantran .-Paris, CNRS.-1997

17 Duby, Georges.- le Dimanche de Bouvines.-Paris, Gallimard, «Folio Histoire », 1973 (réédition 1985).

Lucette Valensi met en évidence combien et comment une société fonctionne autant dans l'oubli que dans la mémoire qui dans le fond n'en est jamais que l'envers. Dans toute société, la mémoire collective préfère les victoires. C'est ainsi que le silence s'est organisé dans la culture portugaise autour de la bataille de l'Oued Makhazin dite bataille des Trois Rois, le 4 août 1578, et au cours de laquelle périrent les deux sultans rivaux Moulay Mohamed au Moutawakil, déchu, Moulay Abdelmalek et don Sebastian. Le Portugal y perdit son roi, sa noblesse et sa position mondiale. Dans la mémoire, la défaite fut effacée et muée en sacrifice. Un mythe fut fabriqué autour du destin de la dépouille de ce roi désiré/occulté. Au Maroc, ce sont les Juifs qui commémorent la victoire et il faut attendre 1956 pour qu'une commémoration officielle soit organisée.

L'exemple portugais n'est bien évidemment pas isolé. Chaque société, chaque État cible et fixe un événement dans la mémoire officielle. Il assigne à une date choisie, un rôle précis : celui d'indiquer l'un des repères de la mémoire et de l'histoire nationale, l'unité nationale paraît en être le prix. Le tout est d'effectuer le choix et, si possible le meilleur. Dans ses rapports conflictuels avec l'histoire, notre pays ne se retrouve que dans une seule date : le *1er novembre 1954*. Relevons immédiatement, qu'à ce jour, aucun ouvrage ne nous donne l'ensemble des événements qui se sont produits lors de cette *nuit prometteuse*. Et pour cause. Si l'on sait que tout a commencé cette nuit-là, l'accord ne s'est pas réalisé pour reconnaître toutes les actions qui ont été menées. Les archives policières n'étant pas encore consultables, la mémoire de cette génération n'ayant pas été recueillie, les documents du CRUA ayant subi le sort de tous les documents des mouvements ultra-clandestins, il reste encore beaucoup à faire... La date du *5 juillet* a connu un destin singulier : Condamnée par le mouvement national pour rappeler un épisode honteux, celui de la capitulation de 1830, le *5 juillet* devient en 1961 journée de la résistance puis jour de l'Indépendance et enfin fête de la jeunesse et du parti.

La coupure historique, organisée ou non depuis 1830, a rejeté dans l'oubli des dates importantes de l'histoire. Les archives ne manquent pas sur la victoire de *1541* contre Charles Quint. Trois siècles durant, et jusqu'en 1842, la communauté algéroise juive a

maintenu intact le souvenir de cet événement et le célèbre par un jour de fête et un jour de prière. Repositionner cet événement, pourrait consister à l'inscrire dans l'émergence du nouvel ordre politique qui s'installe à Alger. La victoire sur l'ennemi héréditaire, sur l'Espagnol, rassemble l'ensemble des populations autour de Hassan Agha et lui donne ce qui lui manque encore la pleine légitimité que le pouvoir ziyanide à Tlemcen détient encore. Retenons que la mémoire collective algéroise a perpétué plus facilement le merveilleux que l'historique.

La mémoire historique me semble avoir quelque peu négligé une autre bataille qui a tout autant marqué le Maghreb : la *bataille de Sétif* qui vit en avril 1153, les troupes almohades écraser les Banou Hillal et les Banou Soulaym. L'historiographie classique a relevé les conséquences de cette bataille sur les problèmes internes au mouvement almohade[18]. Or les vaincus répartis à travers le Maghreb vont ainsi répandre... la langue arabe ! Cette bataille prend alors une autre mesure historique. Mais nous sommes déjà et encore dans cette quête d'histoire. L'archive qui aurait à jouer déjà et encore un rôle essentiel est curieusement peu sollicitée[19].

En guise de conclusion : l'histoire continue[20]... quelques questions et une bibliographie.

Lorsque l'on se lance dans l'aventure de l'histoire de l'histoire et dans celle des rapports de l'archive à l'histoire et des problèmes de la quête d'histoire, lorsque l'on investit le champ des rapports histoire/mémoire/mythes et le tout dans les conditions actuelles de la recherche dans notre pays, on est nécessairement confronté à une série de problèmes :

- Problème immédiat de sources et l'absence de revues et d'ouvrages étrangers...

---

18 Sans chercher à approfondir la bibliographie, signalons Rachid Bourouiba, *Abd al-Mu'min, flambeau des Almohades*, Sned, Alger, 1982. (deuxième édition). Cet ouvrage a le mérite de la clarté. A ma connaissance, seul Yves Lacoste, dans la partie «Histoire " de l'Etat du Maghreb, met en valeur cet événement.

19 La faiblesse de la fréquentation des salles de consultation des services d'archives à Alger (centre national et wilaya), Constantine et Oran est éloquente.

20 Duby, Georges.- *l'Histoire continue*.- Paris, Odile Jacob, «Points ».-1991.

- Problème de la médiation des travaux des historiens français et donc de notre dette... et en même temps l'amer constat de l'insuffisance de notre production historiographique.

Cette bibliographie n'a aucune prétention à l'exhaustivité. Les articles ont été privilégiés par rapport aux livres. Il s'agit, surtout, de signaler l'écart qui nous sépare des grands débats sur l'histoire et les sciences sociales.

De grands auteurs sont absents ou incomplètement cités alors même qu'ils sont à l'origine des grandes transformations qu'a connu la pratique historienne : Fernand Braudel, Georges Duby, Jean Bouvier, Edward Carr, E. Thompson, Emmanuel Le Roy Ladurie, Immanuel Wallerstein, Mikhaïl Bakhtine. Par ailleurs, il n'a pas été possible de consulter les sept volumes des «lieux de mémoire».

Par contre, les travaux d'Arnold Toynbee sont volontairement omis.

Cette bibliographie a une dette envers l'historiographie française. Nos sources, nos lectures et donc, nos connaissances des historiens autres que français ou autres que ceux traduits en français, ne tiennent que par rapport aux éditions françaises et aux revues françaises d'histoire. C'est dans *Genèses* (pour ne citer que la plus récente et la moins diffusée en Algérie des revues d'histoire) que l'on peut lire avec beaucoup d'intérêt, Hans Medick qui nous renvoie à Jurgen Kocka et Hans Wehler. On peut lire également les Américains James Boon, Nathalie Davis et à l'ethnologue-historien Sydney Mintz. La fréquentation assez régulière des *Annales*, de la *Revue Historique* de la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, de *l'Histoire*, nous a permis de rester quelque peu à l'écoute des avancées de la recherche et des débats d'école.

Mais que savons-nous des historiens indiens (Romila Thopor dont le nom apparaît dans les publications de l'Unesco et Arundhati Virmani, spécialiste de l'histoire de la France et de l'Inde contemporaine) ? Quid des historiens égyptiens (dans quelle bibliothèque peut-on consulter les revues égyptiennes

d'histoire ?)[21], mexicains, sénégalais (*la Revue sénégalaise d'histoire* est introuvable), japonais, australiens ? Quid de leurs liens avec les expériences françaises entre autres ? Que sait-on des centres d'intérêt des historiens roumains (il existe une revue roumaine d'histoire rédigée en français), belges, bulgares, tchèques réputés plus proches... géographiquement !

Les Marocains, les Tunisiens (la seule revue tunisienne qui nous parvient plus ou moins régulièrement est *la Revue maghrébine d'histoire*), les Espagnols et les Italiens nous sont-ils si familiers ? Le chemin de Rabat passe souvent par Paris et c'est déjà mieux que s'il ne passait pas du tout. La liste est longue de cet isolement et peut-être faudra-t-il ajouter – comble de ce déficit d'information – les historiens algériens !

La littérature sur les archives, dont la fréquentation m'est en principe plus habituelle, plus intime, repose sur les mêmes catégories.

Les publications de l'Unesco sont d'une manière générale incontournables.

Enfin, tous les titres cités n'ont pas été consultés, hélas !, Ils sont signalés par un astérisque.

Bibliographie

Auteurs

ARIES Philippe, *Essais sur l'histoire de la mort en Occident, du Moyen Age à nos jours*, Seuil, «Points Histoire», Paris, 1977.

AUGÉ Marc, *le Sens des autres. Actualité de l'anthropologie*, Fayard, Fayard, 1994. — *Aujourd'hui l'Histoire*, Éditions sociales, Paris, 1974.

* BAECQUE Antoine DE, *la Gloire et l'effroi, Sept morts sous la terreur*, Grasset, Paris, 1997.

21. La quête de l'identité marquerait fortement l'historiographie égyptienne. Une histoire économique et sociale s'est tout de même développée grâce à Saïd Rifa'i, Ahmed Sadaq Saïd, Abdal Adim Ramadan notamment.

BARRET-KRIEGEL, Blandine, Histoire et politique ou l'histoire, science des effets, *Annales ESC*, n° 6, 1973.

BEN NAOUM Ahmed, «Chronologies, temporalités, calendriers. Comment les nomades construisent le temps», *Matériaux arabes et sud-arabiques*, 1995-1996

BESSMERTY Youri, les Annales vues de Moscou», *Annales ESC*, **n° l, 1992.**

BURGUIERE André, «De la compréhension en histoire», *Annales ESC*, **n° l, 1990.**

BURGUIERE André (sous la direction de), *Dictionnaire des sciences historiques*, P.U.F., Paris, 1986.

CERTEAU Michel de, *l'Écriture de l'histoire*, Gallimard, Paris, 1975.

CERUTTI Simona, «Pragmatique et histoire. Ce dont les sociologues sont capables», note critique, *Annales ESC*, n° 6, 1991.

* CHARLE Christophe (sous. la direction), *Histoire sociale, histoire globale ?*, Édition de la MSH, Paris, 1993.

CHARTIER Roger, «Le statut de l'histoire», entretien, *Esprit*, novembre 1996.

CHOMEL Vital, Une autre archivistique pour une nouvelle histoire ?», *la Gazette des archives*, n° 91, 1975

COMBE Sonia, *Archives interdites. Les peurs françaises face à l'histoire contemporaine*, Albin Michel, Paris, 1994

* CORBIN Alain, *le Miasme et la jonquille. L'odorat et l'imaginaire social (XVIIIe siècle)*, Aubier-Montaigne, Paris, 1982

DELMAS Bruno, «Communication écrite et gestion des archives aux XIXe et XXe siècles. Réflexion sur la situation française», *Revue maghrébine de documentation*, n° 3, 1985

DOSSE François, L'histoire en miettes. Des «Annales» à la «nouvelle histoire», La Découverte, Paris, 1987.

DUCHEIN Michel, *Études archivistique*.

ELEY Geoff, «De l'histoire sociale au «tournant linguistique» dans l'historiographie anglo-américaine des années 1980», *Genèses*, n° 7, mars 1992.

FARGE Arlette, *le Goût de l'archive*, Le Seuil, Paris, 1989.

FEBVRE Lucien, *Combat pour l'histoire*, Armand Colin, Paris, 1965.

FERRO, Marc, L'histoire sous surveillance. Science et conscience de l'histoire. Calmann-Lévy, «Folio Histoire», Paris, 1985.

FAURE Olivier (sous la direction de), «Médicalisation et professions de santé», *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 43-44, octobre-décembre 1996

* FLANDIN J.-P. et MONTARINI M., *Histoire de l'alimentation*, Fayard, Paris, 1996

FURET François, *l'Atelier de l'histoire*, Flammarion, Paris, 1982.

GARROS Véronique, «Dans l'ex-URSS : de la difficulté d'écrire l'histoire», *Annales ESC*, n° 4-5, 1992.

GROTH Dieter, «Le *Sonderweg* de l'histoire allemande : mythe et réalité», *Annales ESC*, n° 5, 1983

HARTOG François, «Marshall Sahlins et l'anthropologie de l'histoire», *Annales ESC*, n° 6, 1983.

KRAKOVITCH Odile, «Des archives pour quelle histoire ? (Le débat n'est pas clos)», *la Gazette des archives*, n° 96, 1977. — «Les archives d'après «les lieux de mémoire», passage obligé de l'histoire à la mémoire», *la Gazette des archives*, n° l64, 1994.

LAROUI Abdallah, *Esquisses historiques*, CCA, Casablanca, 1992.

LE GOFF Jacques et NORA Pierre (sous. la direction de), *Faire de l'Histoire*, Gallimard, Paris, 1974 (3 tomes).

LE GOFF Jacques (sous. la direction de), *la Nouvelle Histoire*, Édition Complexe, Bruxelles, 1988.

LE GOFF Jacques, Histoire et mémoire, Gallimard, «Folio Histoire», Paris, 1986.

LEPETIT Bernard et REVEL Jacques, «L'expérimentation contre l'arbitraire», *Annales ESC*, n° l, 1992.

LEPETIT Bernard (sous la direction de), *les Formes de l'expérience. Une autre histoire sociale*, Albin Michel, Paris, 1995

LEPETIT Bernard, «Le travail de l'histoire», note critique, *Annales HSS*, n° 3, 1996.

MARTIN Jean-Clément, «Violences sexuelles, étude des archives, pratiques de l'histoire», *Annales HSS*, n° 3, 1996.

* MINTZ Sydney, *Sweetness and Power. The Place of Sugar in Modern History*, Sifton Book, New York, 1986.

NAMER Gérard, «La sociologie de la connaissance historique», *Cahiers internationaux de sociologie*, 1977.

NOIRIEL Gérard, *Sur la «crise» de l'histoire*, Belin, Paris, 1996.

OUMLIL Ali, *l'Histoire et son discours. Essai sur la méthodologie d'Ibn Khaldoun*, SMER, Rabat, 1982.

OZOUF Mona, *la Fête révolutionnaire. 1789-1799*, Gallimard, Paris, 1976

PEROTIN Yves, «Le grenier de l'histoire et les récoltes excédentaires», *la Gazette des archives*, n° 50, 1965. — «Les archivistes et le mépris», *la Gazette des archives*, **n°**

PROST Antoine, *Douze leçons d'histoire*, Seuil, «Points», Paris, 1996. — «Où va l'histoire sociale ?», *le Mouvement social*, n° l74, 1996.

REVEL Jacques et WACHTEL Nathan, *Une école pour les sciences sociales*, Cerf/Edition EHESS, Paris, 1996.

* ROCHE Daniel, *Histoire des choses banales. Naissance de la consommation, XVIe-XVIIe siècle*, Fayard, Paris, 1997.

ROCHE Daniel, «Usages et objets quotidiens au siècle des Lumières», *l'Histoire*, n° 210, mai 1997

RODRIGUEZ MEDIANO Fernando, Justice, crime et châtiment au Maroc au XVIe siècle», *Annales HSS*, n° 3, 1996.

THIBAULT Marie-Noëlle, «Les gouvernants ont-ils une mémoire», *le Mouvement social*, n° l74, 1996.

VALENSI Lucette, «Consommation et usages alimentaires en Tunisie aux XVIIIe et XIXe siècles», *Annales ESC*, n° 2-3, 1975. — *Venise et la Sublime Porte. La naissance du despote*, Hachette, «Textes du XXe siècle», Paris, 1987. — «Silence, dénégation, affabulation : le souvenir d'une grande défaite dans la culture portugaise», *Annales ESC*, n° l, 1991. — «Histoire nationale, histoire monumentale. Les lieux de mémoire» (note critique), *Annales HSS*, n° 6, 1995.

VEYNE Paul, *Comment on écrit l'histoire*, suivi de *Foucault révolutionne l'histoire*, Le Seuil, «Points», Paris, 1978.

VILLAR Pierre, «Histoire marxiste, histoire en construction», *Annales ESC*, **n° ,** 1973.

VOVELLE Michel, *la Mort et l'Occident, de 1300 à nos jours*, Gallimard, Paris, 1983.

Revues

«Archive (l')», *Traverses*, n° 36, janvier 1986.
«Archives de la santé (les)», *la Gazette des archives*, n° 167, 1994.
«Épidémies et populations», *Annales de démographie historique*, 1997
«Faut-il brûler Braudel ?», *l'Histoire*, n° 192, octobre 1992
«Histoire aujourd'hui (le)», *le Magazine littéraire*, n° l64, 1980.
«Histoire de la consommation», *Annales ESC*, n° 2-3, 1975
«Histoire et diversité des cultures», UNESCO, Paris, 1984.
«Histoire et société», *Dialectiques*, n° l0-11, 1975.
«Historiographie moderne. Discipline scientifique ? Discipline moderne ? (l')», *Revue internationale des sciences sociales*, n° 4, 1981.
«Maghreb. Récits, traces, outils», *Cahiers d'études africaines*, n° 119, 1990.
Mouvement social (le), n° 100, juillet-septembre 1977.
«Nouvelle Histoire de France (la). Les lieux de mémoire», *le Magazine littéraire*, n° 307, 1993.
«Passés recomposés. Champs et chantiers de l'histoire», revue *Autrement*, série «Mutations», 1995.
«Penser le passé», *Courrier de l'Unesco*, avril 1990.
«Savoir-faire, savoir vivre», *Annales ESC*, n° 2, mars-avril 1983
«Sens du récit (le)», *Sciences humaines*, avril 1996.
«Temps et la mémoire aujourd'hui (le)», *l'Homme et la Société*, n° 90, 1988.
«Voies de l'histoire (les)», *Genèses, sciences sociales et histoire*, n° l, septembre 1990.